

N° 4801⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI**sur la violence domestique portant modification**

- 1) de la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police;
- 2) du code pénal;
- 3) du code d'instruction criminelle;
- 4) du nouveau code de procédure civile et
- 5) du code civil

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(11.12.2001)

Par sa lettre du 23 mai 2001, Madame la Ministre de la Promotion Féminine a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

Le projet de loi entend réagir face au problème de la violence domestique sous toutes ses facettes.

Il a pour triple objectif la prévention des actes de violence domestique, la responsabilisation des auteurs de violences domestiques et la prise de conscience au niveau de la société de la gravité et de la spécificité de la violence domestique.

Les dispositions sous avis constituent la mise en oeuvre de l'accord de coalition d'août 1999, qui avait prévu qu'il fallait assurer qu'en cas de violence envers la femme dans un ménage, celle-ci ne soit plus obligée de quitter le domicile conjugal.

Le projet de loi se compose de quatre points essentiels liés les uns aux autres. Il s'agit de l'expulsion de l'auteur de violences, des procédures de référé spéciales, des circonstances aggravantes et du renforcement du rôle des associations de défense des droits des victimes.

Comme la violence domestique a des répercussions considérables non seulement en termes de souffrance humaine, mais également en termes économiques, la Chambre des Métiers entend, au-delà des dispositions concernant directement ses ressortissants, commenter les principales dispositions du projet de loi.

*

**1. L'EXPULSION PAR LA POLICE ET L'INTERDICTION DE RETOUR
AU DOMICILE CONSECUTIVE A L'EXPULSION**

L'élément clé du projet de loi est l'introduction, par l'article 1er, d'une mesure de police administrative, qui permet à la police d'expulser, avec l'autorisation du Procureur d'Etat, du domicile et des environs immédiats, des personnes contre lesquelles il existe des indices graves, précis et concordants qu'elles vont commettre à l'égard d'une personne proche avec laquelle elles cohabitent un viol, un meurtre, un assassinat, un parricide, un infanticide, des violences visées à l'article 401bis (violences à l'égard d'un enfant de moins de quatorze ans), et à l'article 409 (violences à l'égard du conjoint, d'un ascendant, etc.) du Code Pénal.

L'expulsion emporte interdiction pour la personne expulsée d'entrer dans son domicile et de s'y approcher de plus d'une distance à définir par la police en fonction des besoins de protection de la personne qui se trouve en danger. La durée de cette mesure est fixée à quatorze jours.

La personne qui se trouve en danger peut demander au tribunal de prononcer à l'encontre de la personne expulsée une interdiction de retour au domicile pour une période maximale de trois mois consécutive à l'expiration de la mesure d'expulsion.

Ce système, copié du droit autrichien, suscite un certain nombre de questions tant en ce qui concerne son principe que ses modalités d'application.

Concernant l'opportunité de l'introduction d'un tel concept, la Chambre des Métiers déplore que l'exposé des motifs ne fournisse guère de précisions sur les résultats obtenus en Autriche. Il fait par ailleurs complètement abstraction de l'impact d'une telle réglementation sur l'appareil judiciaire et policier luxembourgeois.

Il paraît pour le moins hasardeux de vouloir transposer tel quel un système, sans vraiment connaître le bilan de son application, et sans avoir étudié au préalable les répercussions susceptibles d'en découler pour le cadre administratif et judiciaire luxembourgeois, qui est différent du cadre autrichien.

L'expulsion s'applique aux personnes contre lesquelles il existe des indices graves, précis et concordants qu'elles „vont commettre“ à l'égard d'une personne proche avec laquelle elles cohabitent, un certain nombre d'infractions.

La Chambre des Métiers est d'avis que le champ d'application de la mesure d'expulsion comporte des incertitudes.

L'article 1er énumère les infractions à commettre à l'égard d'une personne proche avec laquelle l'auteur cohabite, et précise qui sont ces personnes proches: le conjoint, le concubin de „l'auteur“ de l'infraction, ses ascendants, descendants, frères et sœurs ainsi que les ascendants, descendants frères et sœurs de la victime de l'infraction. Il en résulte que le critère d'application de la mesure d'expulsion est la cohabitation de l'auteur et de la personne proche. Ces personnes ne cohabitent cependant pas nécessairement avec „l'auteur“ de la violence.

Or, étant donné qu'une mesure d'expulsion n'a de sens qu'en cas de cohabitation, la Chambre des Métiers est d'avis qu'il y a lieu d'apporter les clarifications nécessaires sur ce point.

A travers le terme „vont commettre“, l'article 1er vise un acte de violence qui n'a pas encore été commis et pour lequel il n'existe pas un début d'exécution.

On introduit ainsi à côté des notions d'infraction et de tentative d'infraction, consacrées dans notre droit pénal, un acte répréhensible d'un type nouveau, aux contours flous et dès lors difficile à appliquer sur le terrain. Quels seraient ces indices graves, précis et concordants à la base de tels actes? Faut-il présenter un certificat médical à la Police ou y a-t-il lieu d'ouvrir une enquête préliminaire?

Le projet de loi entend résoudre le problème en prévoyant la création d'un fichier répertoriant les condamnations pénales, les plaintes, les dénonciations et les dépositions en relation avec les infractions visées par la loi, ainsi que les permis de port d'armes. La police peut recourir à ce fichier pour apprécier si la personne présumée violente est capable de passer à l'acte.

L'institution d'un tel fichier paraît aux yeux de la Chambre des Métiers inutile et dangereux. Il paraît inutile en raison du fait que le dépôt d'une plainte (dont la matérialité des faits est sujette à vérification) ou la détention d'un port d'arme ne sont a priori pas des données permettant de conclure à une capacité de passer à l'acte. Un tel fichier peut par ailleurs s'avérer dangereux en raison des risques d'abus susceptibles d'en découler. On peut en effet parfaitement concevoir qu'une personne mal intentionnée, qui souhaite voir expulser son conjoint ou son concubin, dépose une plainte inventée de toutes pièces pour solliciter par la suite, en se référant à celle-ci, une expulsion.

La mesure d'expulsion vise le domicile et les environs immédiats. L'article 1er, paragraphe 2) fait état d'une zone de sécurité à définir par la police en fonction des besoins de protection de la personne qui se trouve en danger.

La Chambre des Métiers se demande ce qu'il faut entendre par les termes „environs immédiats“ respectivement „zone de sécurité“. Est-ce que le lieu de travail de la personne expulsée est visé? L'expulsé risque-t-il de ne pas pouvoir se rendre à son lieu de travail qui pourrait se trouver le cas échéant à proximité de son domicile?

Il paraît inconcevable qu'une mesure d'expulsion, qui se veut avoir un caractère préventif, puisse avoir pour résultat d'empêcher le salarié concerné de se rendre à son lieu de travail, respectivement de faire les trajets professionnels ordonnés par son patron. Indépendamment de la question d'éventuelles perturbations pour les entreprises, la Chambre des Métiers est d'avis que l'étendue de la mesure doit être fixée en tenant également compte des besoins de la personne expulsée.

La Chambre des Métiers insiste à ce que les précisions nécessaires soient apportées sur ce point.

Il est à noter que pendant la durée de l'expulsion qui est de quatorze jours, la personne expulsée ne dispose d'aucun moyen de faire contrôler le bien-fondé de cette mesure par une quelconque juridiction.

L'application d'une mesure entravant la liberté individuelle sur base d'une notion aux contours flous („vont commettre“), combinée avec l'absence d'un contrôle juridictionnel, est aux yeux de la Chambre des Métiers contraire à la loi pénale et aux droits et libertés fondamentaux.

A cela s'ajoute que le projet de loi reste en défaut de préciser où les personnes expulsées (dans l'esprit des auteurs du projet de loi il s'agit nécessairement des hommes) sont censées habiter pendant cette période.

A part le foyer Ullys, où les sans-abri peuvent trouver refuge, le Luxembourg ne dispose pas d'une structure d'accueil pour les hommes obligés de quitter leur domicile. Il existe en revanche de tels foyers pour les femmes.

Au nom du principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, la Chambre des Métiers est d'avis que les infrastructures nécessaires doivent être mises en place avant l'entrée en vigueur de la loi.

La Chambre des Métiers se demande par ailleurs comment les éventuelles assignations en justice, les citations, la correspondance en général sont censés se faire à partir du moment où l'expulsé a quitté son domicile.

*

2. LES CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

Les auteurs du projet de loi entendent aggraver les peines actuellement prévues pour certaines infractions si elles sont commises à l'égard de certaines personnes.

Le champ d'application personnel des circonstances aggravantes va au-delà du seul contexte domestique, pour viser également la violence à l'égard de personnes infirmes, handicapées, ou âgées et des personnes tenues à l'égard de l'auteur par un lien de subordination. Les auteurs du projet de loi considèrent que la commission d'une infraction à l'égard de personnes se trouvant dans une situation de faiblesse en raison de leur santé, de leur âge ou de leur situation juridique, est d'une gravité particulière dont il faut tenir compte au niveau de la répression.

La Chambre des Métiers ne s'oppose pas à cette approche qui obéit à une certaine logique. Elle est cependant d'avis qu'il ne faut pas surestimer l'effet dissuasif lié à l'aggravation des sanctions pénales.

Etant donné que le champ d'application de la loi va au-delà du contexte domestique, la Chambre des Métiers se demande par ailleurs s'il ne faut pas changer, respectivement compléter le titre du projet de loi en ce sens.

*

3. DE DIVERSES AUTRES INTERDICTIONS ET INJONCTIONS EN MATIERE DE VIOLENCE

A côté de l'expulsion et de l'interdiction de retour, le projet de loi prévoit un certain nombre d'autres mesures que les victimes de violences domestiques peuvent solliciter en justice.

Une des mesures, reprise à l'article 1017-1 du NCPC, prévoit que lorsqu'une personne agresse ou menace d'agresser une personne proche ou lorsqu'elle a à son encontre un comportement qui porte gravement atteinte à sa santé psychique et lui rend ainsi intolérable toute rencontre avec elle, le président du tribunal d'arrondissement peut prononcer, sur la demande de la personne concernée, un certain nombre d'injonctions ou d'interdictions, à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre d'intérêts légitimes et fondamentaux de la partie défenderesse.

La Chambre des Métiers entend tout d'abord relever que les critères à base de cet article sont plutôt flous. Comment apprécier une „menace“ d'agresser? Comment apprécier un comportement portant atteinte à la „santé psychique“? Ne faudrait-il pas prévoir une limitation de durée pour ces mesures restrictives de libertés? Le caractère subjectif et flou de la situation visée est de nature à rendre difficile la vérification des allégations de la partie demanderesse. Il ne faut dans ce contexte pas sous-estimer le risque de demandes en justice abusives.

Parmi les mesures susceptibles d'être prononcées, figurent notamment l'interdiction de s'approcher de la „victime“ de plus d'une distance à définir, l'interdiction d'établir son domicile dans le même quartier, l'interdiction de fréquenter certains endroits, et l'interdiction d'emprunter certains itinéraires.

La Chambre des Métiers considère que des mesures telles que l'interdiction de fréquenter certains endroits et d'emprunter certains itinéraires sont disproportionnées par rapport au but recherché et constituent par définition toujours une atteinte aux intérêts légitimes et fondamentaux de la partie défenderesse et aux droits de l'Homme.

L'application en pratique de ces mesures restrictives pour les libertés individuelles les plus élémentaires, est par ailleurs très difficile. A partir du moment où le but est que „l'auteur“ doit éviter les chemins et endroits où il risque de rencontrer la „victime“, il faudrait inclure les supermarchés, les cinémas, les théâtres, le lieu de travail et d'autres lieux publics.

La Chambre des Métiers est d'avis que la protection de personnes contre les violences domestiques doit être organisée sans avoir recours à des mesures extrêmes, difficilement justifiables en droit et difficilement applicables en pratique.

*

4. OBSERVATIONS FINALES

Les objectifs poursuivis par les auteurs du projet de loi sont légitimes. Un certain nombre de dispositions du projet de loi prêtent cependant à critique. Il s'agit plus particulièrement de celles ayant trait à l'expulsion à titre préventif et aux différentes injonctions et interdictions. Indépendamment du fait que l'efficacité de telles mesures n'est pas établie, elles risquent d'instaurer un déséquilibre entre les droits et libertés de la „victime“ d'une part et de ceux de „l'auteur“ d'autre part.

La conformité de ces dispositions du projet de loi par rapport aux règles générales de droit est pour le moins incertaine.

La Chambre des Métiers, après consultation de ses ressortissants, ne peut marquer son accord aux dispositions du projet de loi sous avis que sous la réserve formelle de la prise en considération de ses observations.

Luxembourg, le 11 décembre 2001.

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur,
Paul ENSCH

Le Président,
Paul RECKINGER